

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
CS70527
28019 Chartres

Chartres, le 19/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SCAEL

3 Avenue Victor Hugo
28000 Chartres

Références : IC250317 - VAT20250210
Code AIOT : 0010000374

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/05/2025 dans l'établissement SCAEL implanté Les Terres Noires 28410 Marchezais. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection inopinée sur saisine du Parquet

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCAEL
- Les Terres Noires 28410 Marchezais
- Code AIOT : 0010000374
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

Le site de la SCAEL à Marchezais est un complexe céréaliers qui exploite :

- un stockage d'engrais solide classé sous le régime de l'autorisation ;
- un stockage d'engrais liquide ;
- un stockage de céréales classé sous le régime de l'autorisation.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Risque surpression/projection

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|--|--|--|-----------------------|
| 1 | Clôture du magasin engrais | Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 8 | Avec suites, Demande d'action corrective | Astreinte | 90 jours |
| 2 | Détection incendie du magasin engrais | Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.6 | Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant | Levée de mise en demeure, Demande d'action corrective | 30 jours |
| 5 | Étude sur la protection de la voie ferrée | AP Complémentaire du 12/01/2022, article 4 | Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective | Astreinte | 90 jours |
| 9 | Vérification et entretien des installations électriques | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9 | Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | Mise en demeure, respect de prescription | 30 jours |
| 10 | Mesures de protection | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 10 | / | Mise en demeure, respect de prescription | 30 jours |
| 11 | Poussières | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13 | / | Mise en demeure, respect de prescription | 30 jours |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|-------------------|-------------------------|--|-------------------|
| 3 | Surveillance | AP Complémentaire | Avec suites, Mise en | Levée de mise en |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|--|---|--------------------------|
| | par caméra thermique | du 12/01/2022, article 3 | demeure, respect de prescription | demeure |
| 4 | Procédure d'alerte de la SNCF | AP Complémentaire du 12/01/2022, article 4 | Avec suites, Demande d'action corrective | Levée de mise en demeure |
| 6 | Surveillance des installations et formation du personnel | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3 | Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | Sans objet |
| 7 | Surveillance des installations et des travaux | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4 | Avec suites, Demande d'action corrective | Sans objet |
| 8 | Travaux par point chaud et permis feu | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4 | Avec suites, Demande d'action corrective | Sans objet |
| 12 | Fonctionnement des installations de transfert des céréales | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Clôture du magasin engrais

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 8 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Limite des accès au magasin engrais |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 24/12/2024 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective date d'échéance qui a été retenue : 27/02/2025 |
| Prescription contrôlée : Sans préjudice de réglementations spécifiques, toutes les dispositions sont prises afin que les |

personnes non autorisées ne puissent avoir accès aux installations.

En dehors des horaires de travail, l'établissement est fermé par tout moyen approprié.

Une clôture d'une hauteur minimale de 2 mètres interdit l'accès à l'établissement, sauf en cas d'impossibilité justifiée.

Constats :

Constat VI du 23/09/2024 :

L'inspection a constaté l'absence de clôture de l'établissement côté du magasin engrais. Ainsi, l'exploitant n'a pas levé la non-conformité associée au point de contrôle n°3 de l'inspection du 12 octobre 2022 ; non-conformité maintenue. Dans ce contexte, l'exploitant n'a également pas satisfait aux dispositions du point 1 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 15 mars 2023. Le rapport d'inspection établi à la suite de cette visite a été adressé à l'exploitant par courrier daté du 17 octobre 2024. L'exploitant avait 15 jours pour répondre aux constats.

Par courriel reçu le 24/10/2024, l'exploitant a transmis des éléments de réponse aux constats relevés. Concernant le sujet de la clôture, il avait indiqué " *notre magasin à engrais est en bordure de voie communale de la gare, nous n'avons pas suffisamment d'espace sur notre terrain pour implanter une clôture* ".

Par courrier daté du 13/12/2024, l'inspection a informé l'exploitant qu'il ne répondait pas au constaté formulé et que ce dernier était maintenu. L'inspection a rappelé à l'exploitant qu'aucune mesure compensatoire n'est proposée et que le non-respect du point 1 de l'arrêté de mise en demeure du 15 mars 2023 constitue un délit.

Constat VI du 24/12/2024 :

Lors de l'incident du 23 décembre 2024, les sapeurs pompiers ont constaté que 2 portes du magasin engrais étaient ouvertes. Les stockages des ammonitrates étaient donc accessibles. L'exploitant a indiqué à l'inspection qu'il s'agissait d'un acte malveillant. Au jour de l'inspection les 2 serrures des 2 portes ont été réparées. Les portes fermaient donc à clés. L'inspection des installations classées a constaté que le magasin engrais ne disposait toujours pas de clôture contrairement à ce qu'impose d'arrêté ministériel de prescriptions générales. Cette situation montre le caractère insuffisant des moyens mis en place pour limiter l'accès aux installations. L'exploitant n'a pas pris toutes les dispositions nécessaires afin que les personnes non autorisées ne puissent avoir accès aux installations de stockage des engrais solides à base de nitrate d'ammonium. Non-conformité maintenue. Dans ce contexte, l'exploitant n'a également pas satisfait aux dispositions du point 1 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 15 mars 2023. L'inspection rappelle de nouveau que le non-respect du point 1 de l'arrêté de mise en demeure du 15 mars 2023 constitue un délit.

Par courrier daté du 28/01/2025, l'exploitant indique " *Nous étudions la possibilité de mettre en place une clôture. Autour de notre bâtiment engrais en adéquation avec notre activité. Nous aborderons ce sujet lors de notre réunion prévue au mois de mars 2025.* "

Réunion du 24/03/2025 : Lors de la réunion du 24 mars 2025 au sein de l'UD DREAL 28, l'exploitant a précisé avoir sollicité des devis concernant la mise en place d'une clôture autour de son magasin de stockage d'engrais solides.

Inspection du 05/05/2025 :

L'inspection constate l'absence de clôture autour du magasin engrais.

Constat : L'exploitant n'a pas pris toutes les dispositions nécessaires afin que les personnes non autorisées ne puissent avoir accès aux installations de stockage des engrais solides à base de nitrate d'ammonium.

Dans ce contexte, l'exploitant n'a pas satisfait aux dispositions du point 1 de l'article 1 de l'arrêté

| |
|--|
| préfectoral de mise en demeure du 15 mars 2023. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Astreinte |
| Proposition de délais : 90 jours |

N° 2 : Détection incendie du magasin engrais

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 10.6 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle de la détection incendie du magasin engrais |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 24/12/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 27/01/2025 |
| Prescription contrôlée : [...] Ces systèmes sont maintenus en bon état de fonctionnement. Ils sont conformes aux référentiels en vigueur et vérifiés aussi régulièrement que nécessaire, tel que préconisé par le constructeur et a minima tous les ans. L'exploitant établit des consignes de maintenance et organise à une fréquence adaptée des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. [...] |
| Constats : <u>Constat VI du 24/12/2024 :</u> Les systèmes de détection incendie ne sont pas fonctionnels. Absence de transmission de l'alarme de détection de décomposition des engrais solides à base de nitrate d'ammonium, y compris hors des heures d'exploitation afin notamment d'alerter les services d'incendie et de secours et de leur permettre l'accès aux installations. Par courrier daté du <u>28/01/2025</u> , l'exploitant indique avoir réalisé la maintenance du système de sécurité incendie. Il précise que <i>«les modifications permettant un affichage et une ouverture cohérente par zone des exutoires vont être réalisées fin mars 2025.»</i> <u>Inspection du 05/05/2025 :</u> L'exploitant précise que des tests sont réalisés et qu'un test de fonctionnement a notamment été réalisé le jour de la maintenance du système de sécurité incendie par le prestataire. |

| |
|--|
| <p>Sur demande de l'inspection, l'exploitant a réalisé un test du système de détection incendie du magasin de stockage des engrais solides, avec transmission de l'alarme associée.</p> <p>L'inspection a constaté que le report d'alarme incendie est effectif. La télésurveillance Cinq sur Cinq a bien été prévenue, et a contacté rapidement l'exploitant pour l'informer du déclenchement de l'alarme incendie.</p> <p>L'inspection note également la présence d'une procédure relative à la surveillance du système de détection incendie du magasin de stockage des engrais solides dénommée "Contrôle du bon fonctionnement de l'alarme incendie du stockage d'engrais solides". La procédure précise notamment la réalisation de tests avec une périodicité de surveillance mensuelle.</p> <p>Compte tenu de ce qui précède, les mesures adoptées par l'exploitant, à savoir la mise en place de vérification périodique du bon fonctionnement du système de détection incendie du magasin de stockage des engrais solides, avec transmission en permanence de l'alarme associée permettent à l'exploitant de répondre au point 2 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 23 décembre 2024.</p> <p>Toutefois, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les enregistrements associés à la surveillance du système incendie du magasin de stockage des engrais solides.</p> <p>Constat : En l'absence d'enregistrement des tests mensuels définis par ses propres procédures, établies suivant les préconisations du fabricant du système de détection incendie du magasin de stockage des engrais solides, l'exploitant n'est pas en capacité de justifier de l'organisation, à une fréquence adaptée de tests, pour s'assurer du bon fonctionnement des alarmes incendie de ses installations de stockage d'engrais solides.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure, Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 30 jours</p> |

N° 3 : Surveillance par caméra thermique

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/01/2022, article 3</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance du transporteur</p> |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 23/09/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 17/04/2025 |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>La galerie sur cellules du silo A est équipée d'un système de surveillance de la température par caméra thermique. La détection d'une anomalie entraîne l'arrêt automatique du transporteur à bande d'ensilage. [...]</p> |

L'exploitant établit un programme de vérification de ce dispositif et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les enregistrements des dates et résultats de ces vérifications. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées la justification de la caractérisation des anomalies et de l'efficacité du système.

Constats :

Constat du 12 octobre 2022 :

Durant l'inspection, il a été constaté la présence de caméra thermiques dans la galerie supérieure du silo A. L'exploitant a indiqué qu'en cas de détection d'une température supérieure à 100°C ou d'une flamme par la caméra, la manutention serait arrêtée. L'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de démontrer cette mesure. Après la mise en route de la manutention du silo A, l'exploitant a présenté la flamme d'un briquet dans le champ de détection de l'une des caméras. La première tentative fut infructueuse, à cause de la présence de poussières sur la lentille de la caméra. L'exploitant a ensuite procédé au nettoyage de cet élément, avant de renouveler son essai, cette fois fructueux. Un troisième essai, pour confirmer le bon fonctionnement de l'équipement, fut réalisé et se conclut sur une réussite. L'exploitant a indiqué qu'un nettoyage des caméras de manière régulière serait rajouté dans les procédures de maintenance du silo. Le fait que le premier essai de fonctionnement de la caméra thermique n'ait pas amené à l'arrêt des équipements de manutention, malgré l'assurance de l'exploitant du bon fonctionnement de cet équipement lors d'essais la veille de l'inspection, mets en doute l'efficacité des mesures compensatoires mises en place par l'exploitant.

Constat VI du 23/09/2024 :

Interviewé sur les mesures mises en œuvre pour répondre au constat précité, l'exploitant a présenté le suivi des enregistrements relatifs aux tests effectués afin de s'assurer du bon fonctionnement des caméras thermiques installées dans la galerie sur cellules du silo A. Cette consultation a permis de constater que l'exploitant ne réalise pas les tests de fonctionnement des caméras thermiques installées dans la galerie sur cellules du silo A, suivant la fréquence qu'il a préalablement fixée dans ses consignes internes. Dans ce contexte, l'exploitant n'a pas levé la non-conformité associée au point de contrôle n°4 de l'inspection du 12 octobre 2022 ; non-conformité maintenue.

Par courrier daté du 23/10/2024, l'exploitant transmet (PJ n°5) les rapports de vérification des caméras thermiques par la société DEF datant du 22 octobre 2024. L'exploitant précise être *"également à la recherche d'un système de nettoyage automatique de l'objectif des caméras"*.

Inspection du 05/05/2025 :

L'inspection a constaté que la galerie sur cellules du silo A est équipée d'un système de surveillance de la température par caméra thermique.

L'exploitant indique réaliser un test au briquet afin de s'assurer que la détection d'une source de chaleur (le briquet) entraîne l'arrêt automatique du transporteur à bande d'ensilage.

L'inspection a pu constater les enregistrements de ces surveillances : les dates et résultats de ces vérifications sont enregistrés informatiquement.

Levée de la non-conformité associée au point de contrôle n°4 de l'inspection du 12 octobre 2022.

Constat : Pas d'écart constaté.

Dans ce contexte, l'exploitant a également satisfait aux dispositions du point 1 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 23 décembre 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Procédure d'alerte de la SNCF

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/01/2022, article 4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Alerte SNCF |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 24/12/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 27/01/2025 |
| Prescription contrôlée : <p>[...] L'exploitant met en place une procédure d'alerte de la SNCF. Cette procédure encadre les opérations à mener en cas d'accident ayant eu des conséquences sur les voies ferrées (ou susceptibles d'en avoir) et les coordonnées du service SNCF y figurent de manière visible. Cette procédure est régulièrement testée, et est mise à jour aussi souvent que nécessaire, notamment pour les coordonnées SNCF. Un test annuel de l'appel SNCF est réalisé par l'exploitant. L'exploitant enregistre la date et du résultat de ce test et les tient à disposition de l'inspection des installations classées.</p> |
| Constats : <p><u>Constat VI du 24/12/2024 :</u> Absence de procédure d'alerte de la SNCF. Ainsi, l'exploitant n'a pas levé la non-conformité associée au point de contrôle n°6 de l'inspection du 12 octobre 2022 ; non-conformité maintenue. Dans ce contexte, l'exploitant n'a également pas satisfait aux dispositions du point 2 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 15 mars 2023.</p> <p><u>Transmission de l'inspection :</u> Par courriel daté du 27/01/2025, l'inspection a transmis à l'exploitant, le numéro de l'astreinte territoriale SNCF joignable 7j/7 et 24h/24 pour intégration à la procédure d'urgence.</p> <p><u>Réponse de l'exploitant :</u> Par courrier daté du 28/01/2025, l'exploitant indique " <i>Comme précisé lors de nos différents échanges, nous avons contacté M. [x], Directeur du pôle clients et services SNCF Réseau (contact transmis par l'inspection des installations classées) qui ne nous a pas répondu. Nous avons renouvelé notre demande auprès d'un autre contact SNCF Réseau (voir pièce jointe n°4).</i></p> <p><u>Inspection du 05/05/2025 :</u> L'inspection a constaté qu'aucune procédure SNCF n'existait. Par courriel daté du 06/05/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection une affiche listant les numéros utiles (référence 50CS002) à afficher au sein du bureau du silo. Cette affiche indique le numéro d'urgence de l'astreinte SNCF. Par courriel daté du 12/05/2025, l'inspection a précisé que la procédure devait indiquer les cas où l'astreinte doit être appelée.</p> <p>Dans ce contexte, l'écart associé au point de contrôle n°6 associé à l'inspection du 12 octobre 2022, est soldé. Le point relatif à la procédure d'alerte de la SNCF de l'article 1 de la mise en demeure du 15 mars 2023 est levée.</p> |

| |
|---|
| Constat : Pas d'écart constaté. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Levée de mise en demeure |

N° 5 : Étude sur la protection de la voie ferrée

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/01/2022, article 4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Protection de la voie ferrée |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 23/09/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 17/01/2025 |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'exploitant fait réaliser par un cabinet tiers spécialisé une étude technico-économique déterminant les solutions de protection de la voie ferrée vis-à-vis des projections issues d'une explosion du silo A.</p> <p>Cette étude identifie les solutions de protection de la voie ferrée, et pour chaque solution, son coût et les délais de réalisation. Les solutions présentées doivent comprendre l'efficacité des dispositifs, au regard de sa capacité intrinsèque (vitesse, masse, surface associée...), les éléments de calcul des dispositifs de fixation, les garanties quant à la tenue des structures d'ancrage en cas d'explosion, ainsi qu'un programme de vérification du bon état dans le temps de ce dispositif.</p> |
| <p>Constats :</p> <p><u>Constat VI du 12 octobre 2022 :</u> L'exploitant n'a pas fourni les éléments demandés concernant les solutions de protection de la voie ferrée vis-à-vis des projections issues d'une explosion du silo A.</p> <p><u>Constat VI du 23 septembre 2024 :</u> Interrogé sur les mesures adoptées pour répondre au constat précité, l'exploitant a indiqué avoir pris contact avec la société AIRBUS Protect pour réaliser l'étude technico-économique visant à déterminer les solutions de protection de la voie ferrée vis-à-vis des projections issues d'une explosion du silo A. Au jour de l'inspection, aucun devis et bon de commande pour la réalisation d'une telle étude n'a été finalisé.</p> <p>Dans ce contexte l'exploitant n'a pas levé la non-conformité associée au point de contrôle n°6 de l'inspection du 12 octobre 2022 et ne satisfait pas de fait aux dispositions du point 3 de l'article 1 de l'APMD du 15 mars 2023. La non-conformité suivante est reconduite : L'exploitant n'a pas fourni les éléments demandés concernant les solutions de protection de la voie ferrée vis-à-vis des projections issues d'une explosion du silo A.</p> <p><u>Réponse de l'exploitant :</u> Par courrier daté du 23/10/2024, l'exploitant indique être " <i>toujours dans l'attente de l'offre du</i></p> |

bureau d'étude Airbus Protect ".

Inspection du 05/05/2025 :

L'inspection constate que le dossier n'a toujours pas avancé.

L'exploitant indique avoir reçu une offre commerciale du bureau d'étude "Airbus Protect " à laquelle il n'a pas donné une suite favorable, et être en attente d'une nouvelle proposition d'un autre prestataire.

L'exploitant n'a toujours pas levé la non-conformité associée au point de contrôle n°6 de l'inspection du 12 octobre 2022 et ne satisfait pas de fait aux dispositions du point 3 de l'article 1 de l'APMD du 15 mars 2023. La non-conformité suivante est reconduite.

Constat : L'exploitant ne dispose pas d'une étude technico-économique visant à déterminer les solutions de protection de la voie ferrée à mettre en place vis-à-vis des projections issues d'une explosion au sein du silo A.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte

Proposition de délais : 90 jours

N° 6 : Surveillance des installations et formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions générales

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 23/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 17/12/2024

Prescription contrôlée :

L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité.

Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.

Constats :

| |
|---|
| <p><u>Constat VI du 23/09/2024 :</u></p> <p>Le responsable de site ne dispose plus d'une habilitation électrique depuis le 23/11/2023, habilitation nécessaire pour toute intervention sur l'alimentation électrique des équipements de manutention, à leur mise en fonction en mode dégradé, tout particulièrement en phase accidentelle.</p> <p>Dans son courrier daté du 23/10/2024, l'exploitant n'a pas répondu au constat relevé dans le rapport daté du 17 octobre 2024.</p> <p>Inspection du 05/05/2025 :</p> <p>L'inspection constate la présence d'un nouveau responsable de site ayant pris ses fonctions le matin même de l'inspection. Le jour du contrôle, l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir le plan de formation du responsable silo nouvellement arrivé.</p> <p>Par courriel daté du 12/05/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection le plan de formation du responsable de site.</p> <p>L'exploitation se fait sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité.</p> <p>Constat : Pas d'écart constaté.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 7 : Surveillance des installations et des travaux

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions générales</p> |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 23/09/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 17/11/2024 |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident</p> |
| <p>Constats :</p> <p><u>Constat VI du 23/09/2024 :</u></p> <p>L'accessibilité aux différentes procédures du Groupe est à améliorer.</p> <p>Par courrier daté du 23/10/2025, l'exploitant indique qu'une "sensibilisation sera réalisée le 24 octobre 2024. Comme précisé le jour de l'inspection, le matériel informatique est équipé d'un onduleur permettant d'éviter sa coupure immédiate".</p> <p>Inspection du 05/05/2025 :</p> <p>L'inspection constate la présence d'un nouveau responsable de site ayant pris ses fonctions le matin même de l'inspection.</p> <p>L'inspection laisse au nouveau responsable de site le temps de s'approprier l'organisation des bureaux.</p> |

Malgré une méconnaissance de l'organisation, le responsable a pu fournir à l'inspection les procédures et enregistrements demandés.

Constat : Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Travaux par point chaud et permis feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions générales

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 23/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 17/11/2024

Prescription contrôlée :

La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.

Constats :

Constat VI du 23/09/2024 :

Le permis feu délivré le 5 juin 2024 au profit de la société SERM est incomplet. Ce permis de travail ne liste pas l'ensemble des mesures de prévention et de protection à mettre en œuvre, telles que celles rappelées dans le guide de l'état de l'art sur les silos. La réalisation effective (date, heure...) de la vérification post travaux, telle que prévue dans les consignes internes au groupe coopératif SCAEL, n'est pas correctement tracée.

Par courrier daté du 23/10/2024: l'exploitant indique que "les salariés de la SCAEL sont régulièrement formés au renseignement du plan de prévention et du permis de feu". L'exploitant a transmis "le programme et les feuilles de présence de formation délivrée en décembre 2023 comprenant un volet spécifique "plan de prévention et permis de feu"". L'exploitant précise que "les salariés du site de Marchezais bénéficieront d'une sensibilisation spécifique le 24 octobre 2024".

Inspection du 05/05/2025 :

L'inspection a contrôlé le permis de feu référencé E149141 du 13/02/2025 concernant une soudure au niveau du silo A.

Ce permis de feu n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection.

Constat : Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Vérification et entretien des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques d'explosion et d'incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 23/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 17/11/2024

Prescription contrôlée :

[...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.[...] L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :

- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;
- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ;

Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.[...]

Constats :

Constat VI du 23/09/2024 :

Les installations électriques installées dans le silo A ne sont pas conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie. Un défaut d'IP a été constaté au niveau d'une boîte de raccordements électriques installée dans la galerie sur-cellules : présence de 2 câbles dans un même presse-étoupe. Cet écart n'a pas été notifié à l'exploitant par l'organisme de contrôle.

Réponse de l'exploitant :

Par courrier daté du 23/10/2024, l'exploitant a précisé avoir "*demandé à (son) prestataire de mettre en conformité ce point lors de sa prochaine intervention sur site qui aura lieu avant la fin de l'année 2024*".

Inspection du 05/05/2025 :

L'inspection constate que l'ensemble des écarts observés par l'organisme de contrôle, suite à la vérification des installations électriques et par l'inspection lors de la visite du 23/09/2024, n'est pas levé (travaux en cours le 5 mai 2025). La non-conformité relevée lors de la visite du 23/09/2024 est donc maintenue.

Les installations électriques installées dans le silo A ne sont pas conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie. Un défaut d'IP a été constaté au niveau d'une boîte de raccordements électriques installée dans la galerie sur cellules. Par ailleurs, l'inspection a constaté la présence de :

- boîtiers électriques non fixés au niveau de l'élévateur du silo A ;
- boîtier électrique sans cache d'étanchéité ;
- défaut d'indice de protection électrique (IP) : présence de 2 câbles sur 1 même presse étoupe au

| |
|--|
| <p>niveau d'une armoire électrique ;</p> <p>- défaut d'indice de protection électrique (IP) : présence de 2 câbles sur 1 même presse étoupe dans un boîtier de raccordement dans la galerie sur cellule du silo A.</p> <p>Constats :</p> <p>Les installations électriques installées dans le silo A ne sont pas conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.</p> <p>Il a été constaté la présence d'entrées de câbles au niveau d'une boîte de dérivation et d'une armoire électrique implantées dans la galerie sur cellules du silo A, présentant un niveau d'étanchéité IP inférieur au niveau requis (IP 5X), du fait de la présence de 2 câbles sur une même entrée ou presse étoupe.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p> |
| <p>Proposition de délais : 30 jours</p> |

N° 10 : Mesures de protection

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 10</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Découplage</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place les mesures de protection adaptées aux silos et aux produits permettant de limiter les effets d'une explosion et d'en empêcher sa propagation, sans préjudice des dispositions du code du travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances. Dans le cas de présence de tiers tels que définis dans le premier alinéa de l'article 6 du présent arrêté, soit dans les distances d'éloignement forfaitairement définies à l'article 6 précité, soit dans les zones des effets létaux et irréversibles mises en évidence par l'étude de dangers, et dans le cas des silos portuaires, ces mesures de protection consistent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en des dispositifs de découplage qui doivent concerner la tour de manutention et les communications avec les espaces sur-cellules ou sous-cellules, ainsi que les communications entre ces espaces et les cellules de stockage ; - et des moyens techniques permettant de limiter la pression liée à l'explosion dans les volumes découplés (dans la tour de manutention, les espaces sur-cellules et sous-cellules si la galerie est non enterrée) tels que des événements de décharge ou des parois soufflables, dimensionnés selon les normes en vigueur. Si la configuration du site ne permet pas de mettre en œuvre ce découplage, un dispositif technique de protection d'efficacité équivalente permettant d'éviter la propagation des explosions doit être mis en place. Dans les silos existants, en cas d'impossibilité technique de mise en place des surfaces soufflables ou des événements dans des espaces sous-cellules et des tours de manutention en béton, les équipements présents dans les volumes non éventés (élévateurs, transporteurs, dépoussiéreurs, nettoyeurs, émotteurs, séparateurs, broyeurs, filtres, etc.) doivent au minimum : - être rendus aussi étanches que possible et être équipés d'une aspiration (excepté pour les |

filtres), afin de limiter les émissions de poussières inflammables,
 - et (excepté pour les transporteurs) :
 - posséder des surfaces éventables ou être dimensionnés de façon à résister à l'explosion, ou être équipés d'un dispositif de suppression de l'explosion ;
 - et/ou disposer d'un découplage permettant d'éviter que l'explosion ne se propage dans une canalisation ou par une alimentation ou disposer d'un dispositif d'isolation de l'explosion. Pour les silos dont le dossier de demande d'autorisation est déposé après le 1er juillet 2007, ces mesures de protection consistent également en des dispositifs de découplage entre cellules. Dans le cas de l'absence de tiers ou présence de voies de communication moins fréquentées (moins de 2 000 véhicules par jour ou 30 trains de voyageurs par jour), dans les zones définies ci-dessus, l'exploitant doit avoir fait la démonstration d'une maîtrise suffisante des risques d'explosion et doit mettre en place les mesures appropriées à ces risques.

Constats :

Inspection du 05/05/2025 :

L'inspection a constaté que certaines trappes d'accès aux cellules et situées dans la galerie sur cellules du silo A étaient endommagées, certaines n'étaient plus solidaires de leurs fixations au sol ou n'étaient pas maintenues en place. Ainsi, le découplage entre certaines cellules et la galerie supérieure, n'est plus assuré.

Constat :

L'exploitant n'a pas assuré le maintien dans le temps de l'état et de la performance du découplage entre les cellules et la galerie supérieure.

L'inspection des installations classées alerte l'exploitant sur la nécessité de remettre rapidement en état les trappes d'accès aux cellules depuis la galerie sur cellules, afin d'éviter la propagation d'une explosion primaire en galerie supérieure vers les cellules de stockage du silo A.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 30 jours

N° 11 : Poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13

Thème(s) : Risques accidentels, Propreté

Prescription contrôlée :

Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation.

Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration.

Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.

Constats :

Constat VI du 23/09/2024 :

L'inspection des installations classées a observé une présence excessive de poussières au niveau de l'ensemble des étages de la tour de manutention et de la galerie sur cellules du silo béton dit A. Des tas de poussières, d'une hauteur de l'ordre de 50 centimètres étaient présents dans la galerie sur cellules, au niveau de chaque cellule. Ce constat inacceptable traduit l'absence de mise en œuvre, à une fréquence adaptée, d'opérations de nettoyage durant plusieurs semaines.

La limitation des émissions et des dépôts de poussières, à un seuil convenable permettant de réduire fortement la fréquence d'occurrence de l'explosion, ne peut être obtenue sans une sensibilisation du personnel aux risques présentés par les poussières. De plus, une organisation de l'exploitation prenant en compte cet aspect (conception et maintenance des installations, procédure de nettoyage) est à mettre en place.

Les procédures de nettoyage mises en place doivent donc préciser les fréquences de passage dans les installations et les consignes de nettoyage, et faire référence au registre de suivi que les opérateurs doivent compléter systématiquement. Et lors des phases d'exploitation intensives des installations (moissons...), des consignes particulières peuvent être prévues au sein de ces procédures pour accroître cette fréquence de nettoyage. Ces paramètres peuvent faire varier le niveau de confiance des mesures de maîtrise des risques.

Outre cet aspect, des mesures de limitation de l'empoussièrement lors des phases d'exploitation du silo A doivent impérativement être étudiées : ce peut être par exemple la mise en place d'un capotage, dans la mesure du possible, des transporteurs à bande d'ensilage existants, ou leur remplacement par des transporteurs à chaîne.

Conclusion : L'inspection a constaté une présence excessive de poussière au niveau de la tour de manutention et plus particulièrement de la galerie du silo A.

Par courriel daté du 24/10/2024, l'exploitant a indiqué que "*le silo a fait l'objet d'un nettoyage*" et a transmis une photo correspondante.

Par courrier daté du 13/12/2024, l'inspection a précisé que la réponse de l'exploitant est satisfaisante. La non-conformité constatée le 23/09/2024 est levée. L'inspection a proposé à Mr le Préfet de retirer ce point de la mise ne demeure proposée par courrier daté du 23/10/2024 et reçu le 24/10/2024.

Inspection du 05/05/2025 :

L'inspection constate la présence d'un fort empoussièrement au niveau de la galerie sur cellule de l'étage 4 du silo A et de la tour de manutention.

L'inspection a pu consulter le registre de nettoyage du silo A. La dernière opération de nettoyage date du 10/03/2025.

Lors de la visite, une opération de nettoyage au niveau de la galerie sur cellule du silo A était en cours.

2 agents (Intérimaires) débarrassaient la poussière à l'aide de balais sans avoir reçu de consignes particulières. En effet, l'inspection a constaté que les poussières humides étaient balayées puis jetées par les trappes de visite en galerie supérieure situées au dessus des cellules 13 et 15 qui contenaient des céréales.

L'inspection a rappelé à l'exploitant que :

- le recours à d'autres dispositifs de nettoyage que l'aspirateur, tels que l'utilisation de balais (ou d'air comprimé) doit être exceptionnel et faire l'objet de consignes particulières ;
- le stockage de grains trop humides peut provoquer des phénomènes de fermentation aérobie et ainsi être à l'origine d'auto-inflammation de céréales stockées en vrac.

Constat :

- présence d'un fort empoussièrement au niveau de la galerie sur cellules et de l'étage 4^{de} la tour de manutention du silo A ;
- la fréquence des nettoyages n'est pas suffisante pour garantir la propreté du silo A ;
- le nettoyage du silo A à l'aide de balais s'effectue sans consignes particulières.

L'inspection des installations classées alerte l'exploitant sur la nécessité de :

- prévenir toute entrée d'humidité dans les cellules de stockage de grains ;
- limiter les émissions et des dépôts de poussières, à un seuil convenable permettant de réduire fortement la fréquence d'occurrence de l'explosion ;
- sensibiliser le personnel aux risques présentés par les poussières ;
- mettre en place une organisation de l'exploitation prenant en compte les risques présentés par les poussières (conception et maintenance des installations, procédure de nettoyage) ;
- revoir les procédures de nettoyage mises en place, notamment concernant les fréquences de nettoyage des installations en fonction de l'empoussièrement observés, les consignes qui encadrent les opérations de nettoyage, et faire référence au registre de suivi que les opérateurs doivent compléter systématiquement. Lors des phases d'exploitation intensives des installations (moissons...), des consignes particulières peuvent être prévues au sein de ces procédures pour accroître cette fréquence de nettoyage. Ces paramètres peuvent faire varier le niveau de confiance des mesures de maîtrise des risques.
- étudier les mesures de limitation de l'empoussièrement lors des phases d'exploitation du silo A : ce peut être par exemple le remplacement des transporteurs à bande d'ensilage existants, par des transporteurs à chaîne.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 30 jours

N° 12 : Fonctionnement des installations de transfert des céréales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15

Thème(s) : Risques accidentels, Détection et arrêt en cas de dysfonctionnement

Prescription contrôlée :

Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits [...] sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation. [...]

Constats :

Inspection du 05/05/2025 :

A la demande de l'inspection, l'exploitant a réalisé un contrôle du fonctionnement des détecteurs de déport de bande des transporteurs d'ensilage du silo A, en simulant, par actionnement manuel les détecteur de déport de bande. Les 4 déports de bandes étaient fonctionnels.

L'inspection n'a pas constaté de non-conformité au vu des résultats des tests réalisés par sondage.

Constat : Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite